Paris, le 20 janvier 1946.

Monsieur le Président¹,

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire connaître à l'Assemblée nationale constituante que je me démetts de mes fonctions de président du gouvernement provisoire de la République.

Depuis le jour même où j'ai assumé la charge de diriger le pays vers la Libération, sa victoire et sa souveraineté, j'ai considéré que ma tâche devrait prendre fin lorsque serait réunie la représentation nationale et que les partis politiques se trouveraient ainsi en mesure d'assumer leurs responsabilités.

Si j'ai accepté de demeurer à la tête du gouvernement après le 13 novembre 1945², c'était à la fois pour répondre à l'appel unanime que l'Assemblée nationale constituante m'avait adressé et pour ménager une transition nécessaire. Cette transition est aujourd'hui réalisée.

D'autre part la France, après d'immenses épreuves, n'est plus en situation d'alarme. Certes, maintes souffrances pèsent encore sur le peuple français et de graves problèmes demeurent. Mais la vie même des Français est pour l'essentiel assurée, l'activité économique se relève, nos territoires sont entre nos mains, nous avons repris pied en Indochine, la paix publique n'est pas troublée. À l'extérieur, en dépit des inquiétudes qui subsistent, l'indépendance est fermement établie, nous tenons le Rhin, nous participons au premier rang à l'organisation internationale du monde et c'est à Paris que doit se réunir au printemps la première conférence de la paix.

En me retirant, j'exprime le vœu profondément sincère que le gouvernement qui succédera à celui que j'ai eu l'honneur de diriger réussisse dans la tâche qui reste à accomplir pour assurer définitivement les destinées du pays.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Charles de Gaulle

¹ Président de l'Assemblée nationale constituante, Félix Gouin.

² De Gaulle est élu à l'unanimité chef du gouvernement provisoire par l'Assemblée nationale constituante.